



Institut Français d'Afrique du Sud [IFAS-Recherche] Lettre d'information - no. 13 Décembre 2011

Sommaire...

Editorial	2
Magazine...	
Dépasser la dynamique raciale dans l'espace politique sud-africain, l'ambition sous contraintes de l'Alliance Démocratique par Victor Magnani	3
L'ANCYL après le Congrès de Midrand : vers des changements politiques à l'ANC ? par Raphaël Botiveau	8
Les générations post-apartheid de Daveyton face à leurs propres représentations par Judith Hayhem	11
Programmes...	15
Paradigmes et Pratiques de l'Enseignement et de l'Apprentissage dans les classes de langues	
Institutions, Gouvernance et Croissance à Long Terme	
Exposition finale - Yeoville Studio	
Stérilité et recours à l'Assistance Médicale à la Procréation dans le contexte de la mondialisation	
APORDE 2011	
Actualités...	
Les brèves	19
Mémoires et Ville	20
Quel sens donner au patrimoine ?	21

Editorial...

Ce nouveau numéro de Lesedi est l'occasion de revenir sur une année chargée pour l'IFAS, en particulier en raison de la fin des travaux de rénovation et de l'emménagement dans les locaux définitifs du 62 Juta Street en octobre. Ce (relatif) changement de décor, qui pérennise la présence de l'IFAS dans le quartier de Braamfontein, s'est accompagné d'un renouvellement de l'équipe, tant à la Recherche avec l'arrivée en août de Dostin Lakika au Secrétariat Recherche, que du côté de l'IFAS Culture avec l'arrivée en septembre de Denis Charles Courdent, nouveau Directeur remplaçant Laurent Clavel. En parallèle, les

programmes et l'organisation de conférences avec nos partenaires de la zone ne se sont pas pour autant arrêtés de tourner, avec notamment la réalisation par l'équipe des premiers terrains de l'ANR XenafPol en Afrique du Sud et RDC suite à la réunion inaugurale de mars, le lancement du programme AFD sur l'émergence, la clôture du Yeoville Studio par une exposition à Yeoville, le rendu des travaux de Master 2 du programme sur les Aires Urbaines Protégées en prélude à l'inauguration en 2012 de l'ANR UNPEC, et la tenue de la conférence internationale « Mémoires et Villes » en partenariat avec les universités du Witwatersrand et de Johannesburg.

Ainsi qu'en attestent les trois articles de fond qui complètent cette actualité des programmes et conférences, l'année a aussi été riche en événements politiques : les élections municipales qui ont vu la consolidation des fiefs du DA et une forme encore timide de remise en question de l'hégémonie ANC par la nouvelle génération des Born Free, mais aussi les remous de l'affaire Malema, ont inspiré les chercheurs soutenus par l'IFAS qui ont contribué à ce numéro. Qu'ils soient politologues ou anthropologues, jeunes chercheurs ou chercheurs confirmés, ils se sont tous d'une manière ou d'une autre penchés sur la fin de l'état de grâce sud africain, par l'entrée des partis politiques et des grandes figures comme par celle des gens ordinaires pris dans le politique au quotidien. Ces travaux de terrain, s'appuyant sur une longue immersion dans les réunions politiques et syndicales et la vie des townships, sont indispensables pour une connaissance fine de situations trop souvent brossées à grand traits sur l'évolution politique du pays.

En attendant une année 2012 que l'on espère aussi riche et propice au développement de la recherche en SHS sur l'Afrique australe, toute l'équipe de l'IFAS Recherche vous souhaite une bonne année, ainsi qu'une bonne lecture,

Sophie Didier

Directrice IFAS-Recherche



Les nouveaux locaux de l'IFAS situés aux 1^{er} et 2^e étages du bâtiment au n°62 de Juta Street à Braamfontein

Dépasser la dynamique raciale dans l'espace politique sud-africain, l'ambition sous contraintes de l'Alliance Démocratique



Victor Magnani

Victor Magnani est diplômé d'un Master de Science Politique dans la spécialité Etudes Africaines à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Son mémoire de fin d'étude portait sur la volonté de transformation entreprise par la DA. Aujourd'hui assistant de recherche au programme Afrique subsaharienne de l'institut français des relations internationales (Ifri), ses recherches se concentrent sur les dynamiques électorales dans le cadre des processus de démocratisation.

Depuis 1994 et l'organisation des premières élections libres et démocratiques, l'ANC se trouve en situation de quasi-hégémonie sur la scène politique sud-africaine. Néanmoins, cette domination ne doit pas masquer l'existence d'une opposition conséquente qui se situe à la fois dans des sphères partisans et non partisans. En effet, le pays est marqué depuis quelques années par un contexte de contestation et une recrudescence des mobilisations collectives en réaction aux inégalités économiques et sociales durablement ancrées dans le pays. Les partis d'opposition tentent de se réapproprier ces contestations pour délégitimer le parti au pouvoir et s'afficher en tant qu'alternative. A cet égard, les élections locales de mai 2011 étaient un test pour mesurer le rapport de force entre l'ANC et ses opposants. On peut affirmer que, paradoxalement, ces élections marquent la continuité de la domination de l'ANC ainsi que la cristallisation d'une opposition sérieuse et durable. Si l'*Inkhata Freedom Party* (IFP) a confirmé son déclin et que le *Congress of the People* (COPE) est loin du résultat obtenu lors des élections générales de 2009 ainsi que des espoirs qu'avaient suscités sa création en 2008, l'Alliance Démocratique (DA) a confirmé et renforcé sa position de premier parti d'opposition.

En effet, ce parti connaît une progression électorale constante depuis son apparition sur la scène politique sud-africaine en 2000 à la suite d'une alliance entre le Parti Démocratique (DP) de Tony Leon et le Nouveau Parti National (NNP) de Marthinus Van Schalkwyk, rejoint ensuite par l'Alliance Fédérale (FA) de Louis Luyt. Ce mariage fut le fruit d'une stratégie parlementaire visant la constitution d'un groupe d'opposition élargie, disposant d'une conséquente base électorale blanche et *coloured*. Ces partis trouvent leurs origines au cours de la période d'apartheid¹, ce qui peut expliquer que leurs structures dirigeante et militante sont essentiellement blanches. Toutefois, cette union reposait très peu sur des affinités réelles et a ainsi rassemblé des partis dont l'histoire, l'idéologie mais aussi le style d'opposition étaient divergents. Après un certain nombre de tensions, le NNP s'est retiré pour se rallier à l'ANC et l'Alliance Démocratique rassemble aujourd'hui plusieurs courants allant

du centre-gauche aux conservateurs et déclare représenter l'intérêt de tous les Sud-africains en affichant un discours clairement multiracial. On peut notamment citer certains passages sans équivoque de la Constitution Fédérale du Parti : « *South Africans can and must overcome the historic divisions of race and ethnicity, and unite in our diversity around a shared South African identity.* »². Au cours de ces dernières élections, l'essentiel des objectifs du parti a été atteint. Tout d'abord en renforçant et consolidant son statut de premier parti d'opposition, ensuite en conservant des municipalités majeures ou symboliques (Le Cap ou Midvaal) et enfin en passant de 16,7% des voix en 2009 à 24,08% en 2011, la DA peut se prévaloir du soutien de près d'un électeur sur cinq. Il est important de noter que la majeure partie des voix a été acquise dans la province du Cap-Occidental qui constitue un véritable bastion pour le parti.

Malgré (ou en raison de) ces succès, l'Alliance Démocratique suscite encore un certain nombre d'interrogations, de controverses et de polémiques et occupe une place singulière dans l'espace politique sud-africain. La plupart des anciens et actuels leaders du parti sont des blancs et celui-ci reste encore largement perçu comme le parti des minorités, notamment de la minorité blanche qui fut dominante et responsable de la ségrégation. Cette perception est confortée par l'ancrage du parti au sein de la province du Cap-Occidental³ autant que par son poids électoral dans les quartiers blancs, et dans la nombreuse communauté *coloured* du Cap. Les opposants à la DA ne se privent d'ailleurs pas pour entretenir l'idée que la DA serait un parti racial, c'est à dire qu'il viserait uniquement à la défense des intérêts des minorités, des blancs en particulier.

Face à ces polémiques et certains faits comme la faible diversité raciale des dirigeants du parti ou du gouvernement provincial, Helen Zille, la leader du parti, ne cesse de réaffirmer que l'ambition du parti est de devenir un parti de gouvernement. Pour ce faire, le parti devra bénéficier d'un soutien d'une bonne partie des populations noires en plus des minorités blanches et métisses. Pourtant, d'un point de vue électoral, si le parti a considérablement progressé depuis sa

création, on constate qu'il ne parvient pas encore à transcender les clivages raciaux. Au lendemain de ces dernières élections, le parti estimait avoir recueilli environ 6% des votes de l'électorat noir, ce qui est clairement insuffisant pour envisager des succès futurs à l'échelle nationale.

Conscient de cette réalité et afin d'afficher son volontarisme, Helen Zille avait donné pour mission à son parti, lors du congrès fédéral qui s'était tenu en 2010, de « franchir la barrière raciale ». Ceci constitue aujourd'hui le plus grand défi du parti. Au-delà des slogans et des déclarations d'intentions, nous tenterons de présenter les actions mises en œuvre par le parti pour transformer son image et convaincre un nouvel électorat. Ceci sera notamment l'occasion de mettre en évidence un certain nombre de contraintes inhérentes à l'espace politique sud-africain et qui pèsent sur l'ambition de l'Alliance Démocratique.

Promouvoir la diversité interne

La DA souffre clairement d'un déficit d'image sur la scène politique sud-africaine. Ce déficit est principalement lié au fait que les principaux dirigeants du parti sont blancs. Désormais en quête de l'électorat noir, le parti se doit de faire évoluer la diversité interne en son sein pour afficher une image publique multiraciale, en adéquation avec le discours et le type de société qu'il promeut.

Le parti est bien évidemment conscient de cette problématique et en fait un de ses enjeux stratégiques majeurs depuis un certain nombre d'années. Ainsi, en 2006, peu avant l'avant-dernier Congrès fédéral de la DA, Ryan Coetzee, l'un des principaux stratèges du parti, publiait un rapport interne intitulé « *Becoming a Party for All The People: a New Approach for The DA* »^{iv}. Celui-ci invitait à la réflexion sur les défaillances du parti en termes de diversité interne et prônait l'adoption d'une nouvelle orientation. Ce document posait les bases de ce que l'on pourrait qualifier de « doctrine Coetzee » et influence encore aujourd'hui le positionnement stratégique du parti. Ryan Coetzee encourageait l'entame d'une réflexion profonde et critique sur les raisons expliquant l'absence de soutien observée parmi les électeurs noirs. Il indiquait que si le parti se voulait celui de tous les sud-africains en se forgeant une identité clairement multiraciale, la diversité observée au sein de ses structures internes devait refléter la diversité sud-africaine. Helen Zille qui fut élue à la tête du parti en mai 2007 a largement repris à son compte les conclusions de ce rapport et avait ainsi encouragé la réflexion sur le positionnement idéologique et stratégique du parti. Ces

réflexions internes avaient abouti au « relancement » du parti le 10 novembre 2008 à Johannesburg qui devait entamer une nouvelle ère pour la DA. Son discours indiquait la ferme intention de changer l'image du parti en augmentant la diversité au sein du parti et en attirant des personnes qui n'étaient pas des soutiens historiques de la DA.

Cinq ans après le rapport publié par Ryan Coetzee et trois ans après le « relancement » du parti, on ne peut nier les difficultés rencontrées par le parti pour réaliser une mutation structurelle profonde. Parmi ces difficultés, il apparaît qu'à court terme, le parti peine à opérer une importante transformation sans renier ses valeurs. En effet, le parti promeut l'idée d'une société post-raciale, dénuée de toutes discriminations, et en parallèle, tente de favoriser l'émergence d'une frange particulière de la population. On perçoit ainsi une contradiction entre la vision, le discours affiché et les nécessités aussi bien symboliques qu'électorales. Par ailleurs, l'Alliance Démocratique se veut promotrice de l'excellence en affirmant que le meilleur candidat pour le poste doit être recruté sans la moindre discrimination. Ainsi lorsque le parti établit ses listes électorales ou nomme ses dirigeants,



La candidate de la DA, Helen Zille, en campagne lors des élections générales de 2009 qui la verront accéder à la tête de la Province du Cap occidental. © DA

le critère du mérite se doit d'être appliqué en premier lieu. Dans ce cadre, le parti est attentif aux diplômes obtenus ainsi qu'aux universités fréquentées. Or, l'Afrique du Sud a été marquée par des décennies de ségrégation notamment quant à l'accès à l'éducation. Près de vingt ans après la chute de ce système, une génération d'individus discriminés se retrouve en âge d'occuper des fonctions importantes au sein de la société sud-africaine mais ne bénéficie pas des qualifications

requis. Ainsi, un savant arbitrage doit être effectué entre la recherche de l'excellence et la promotion de la diversité mais on perçoit bien la difficulté de les faire cohabiter.

On peut ajouter que le volontarisme des principaux dirigeants du parti ne s'observe pas si clairement à tous les échelons du parti. Les candidats ambitieux et issus des minorités peuvent ainsi se montrer sceptiques à l'idée de se désister au profit de candidats jugés moins compétents. De même, la structure militante du parti est encore majoritairement blanche, ce qui peut constituer un frein pour une modification profonde des élites dirigeantes du parti. Ceci avait été observé lors du Congrès fédéral du parti qui s'était tenu en 2010. Les délégués réunis ce jour là avaient alors choisi de donner une nouvelle fois leur confiance à des leaders nationaux principalement blancs.

On peut affirmer que pour parvenir aux ambitions qu'elle s'est fixées quant au renouvellement de ses cadres dirigeants, la DA mise sur une stratégie de long terme. Ainsi, le programme « Young Leaders » s'inscrit pleinement dans ce cadre. Celui-ci se déroule chaque année depuis 2007 et a pour objectif de former un groupe de jeunes sud-africains partageant les valeurs de la DA, disposant des compétences nécessaires à la gestion des affaires publiques et qui pourraient ainsi occuper à l'avenir des fonctions dirigeantes au sein du parti. Ce programme permet de s'adresser à la cible privilégiée du parti, les jeunes, qui constituent une génération n'ayant pas subi le traumatisme de l'apartheid. Les candidats sélectionnés doivent être issus en priorité, mais pas exclusivement, de milieux historiquement désavantagés. Ainsi, le programme est clairement pensé comme un outil de transformation interne car il doit permettre de promouvoir la diversité tout en respectant les valeurs de mérite qu'entend diffuser le parti.

Seulement quelques années après sa création, le programme a déjà permis de renouveler certains cadres du parti tout en introduisant davantage de diversité. On peut suggérer qu'au cours des prochaines années, la « matrice *Young Leaders* » pourrait ainsi fortement influencer l'avenir du parti.

Pénétrer les "territoires ANC"

Si l'ANC a su établir un maillage territorial très développé, aussi bien dans les *townships* noirs que dans les zones rurales isolées, la DA dispose en revanche d'une présence et d'une influence limitée dans de telles circonscriptions. Ainsi, contrairement à l'ANC, la DA ne peut être considérée comme un parti de masse^v. Pourtant, au-delà de l'image qu'il renvoie à travers la diversité de ses dirigeants, il est incontestable que le parti se doit d'augmenter sa présence sur le terrain afin d'être au plus près des considérations de l'électorat qu'il courtise et diffuser son message. Ces « territoires » qu'entend conquérir la DA sont autant de bastions pour l'ANC qui bénéficie d'une légitimité historique incontestable.

La DA assure sa présence sur le terrain autour de deux axes, la multiplication des événements et des déplacements des

leaders du parti dans les *townships* ainsi que l'implantation de structures permanentes.

Helen Zille se déplace ainsi régulièrement dans des *townships* noirs et encourage les membres de son parti à multiplier ce type d'initiative. Le parti tente également d'organiser de nombreux *meetings* et des événements ponctuels dans les *townships*. Ces visites ainsi que ces événements bénéficient d'un écho médiatique important et nécessaire pour la visibilité du parti. Toutefois, ceci n'est pas suffisant pour démontrer au quotidien l'intérêt du parti pour les électeurs. Pour ce faire, le parti mise sur la création de structures permanentes. Parmi celles-ci, les branches locales, à l'image des structures mises en place par l'ANC, sont d'une importance cruciale. Le parti entend les multiplier dans chaque circonscription car elles font offices de premier relai sur le terrain. Elles permettent à la fois de renforcer la visibilité du parti, de recruter des nouveaux membres et de diffuser le message du parti.

Pour renforcer sa présence au sein de territoires qu'il désertait autrefois, le parti a également mis en place le programme LEAD. Celui-ci vise principalement à fournir une assistance à la fois juridique et administrative aux populations locales. Le programme LEAD permet ainsi d'établir un contact direct là où la DA ne bénéficie que d'un soutien très limité, mais aussi de préparer les campagnes électorales et d'assurer une continuité une fois celles-ci terminées évitant alors d'apparaître comme un parti présent pour des intérêts strictement électoralistes.

On peut noter que les discours diffusés par la DA dans les *townships* noirs apparaissent largement épurés idéologiquement et en phase avec les aspirations des populations visées. Celles-ci sont généralement soumises à des conditions de grande précarité et ont bénéficié d'une éducation limitée. Le message diffusé est donc bien souvent simplifié et se concentre sur des problématiques matérielles. Les discours s'articulent principalement autour de la stigmatisation de l'ANC quant à ses échecs en termes de fourniture de services publics, de réduction des inégalités et à sa pratique du pouvoir qui constituerait une menace pour l'avenir de la démocratie sud-africaine. Face à cela, l'idée est de présenter l'alternative que pourrait représenter la DA.

Par ailleurs, le parti n'hésite pas à s'approprier un certain nombre de symboles de la libération nationale. Par exemple, le parti avait choisi de lancer sa campagne pour les élections de 2009 à Kliptown dans la banlieue de Soweto. Ce lieu est hautement symbolique car c'est là qu'avait été adoptée la « *Freedom Charter* » en 1955, document fondateur de la lutte contre l'apartheid. Parmi les symboles de la libération nationale, la figure de Nelson Mandela est également mobilisée. Parmi les argumentaires proposés par les membres du parti, les références au premier président démocratiquement élu sont largement appuyées. Ceci dénote la volonté de positionner le parti du côté des opposants à l'apartheid et de conférer un statut iconoclaste à Nelson Mandela tout en indiquant que son héritage aurait été trahi par l'ANC.

Démontrer une capacité d'alternative

Pour améliorer son image et ses résultats électoraux, la DA ne se contente pas du seul registre de l'opposition. La DA est aussi un parti de gouvernement, notamment dans la province du Cap-Occidental et dans la ville du Cap. La gestion de ces collectivités constitue une opportunité importante pour la DA de se poser en tant qu'alternative. Il s'agit en effet de démontrer qu'au-delà des critiques vis-à-vis de l'ANC, le parti est capable de se montrer performant pour l'ensemble de ses

Rands pour développer ses infrastructures alors qu'entre 2002 et 2006, sous l'administration de l'ANC, ces investissements s'élevaient à 1 milliard de Rands en moyenne.

La DA a également l'ambition de mettre en place un nouveau modèle d'accès au logement dans la Province du Cap-Occidental. Plutôt que de promettre la construction de logements pour tous, le gouvernement provincial mettrait à disposition des terrains sur lesquels l'accès à l'eau et à l'électricité serait disponible. Les résidents auraient alors la

responsabilité de bâtir leurs propres habitations. Cela entraînerait sans doute la multiplication des habitations informelles mais permettrait un meilleur accès à l'eau et à l'électricité. Le gouvernement provincial souhaite mettre à disposition 31 000 sites de ce type d'ici 2014⁹.

On peut également citer le cas de la municipalité de Midvaal dans le Gauteng qui est gouvernée par la DA depuis 2000. Cette municipalité « enclavée » dans une province gérée par l'ANC était un défi important pour la DA et un investissement conséquent a été effectué pour que celle-ci obtienne des performances supérieures aux localités administrées par l'ANC. En 2008, 8 milliards de rands avaient été consacrés au développement de

logements, 18 000 logements avaient ainsi été construits.

A travers de ces quelques exemples, on constate que la DA est très active dans sa gestion gouvernementale pour démarquer son action de celle de l'ANC. Toutefois, en tant que parti de gouvernement, le parti doit assumer un certain nombre de responsabilités face à l'ANC qui se situe alors du côté de l'opposition. Les difficultés rencontrées par la DA sont logiquement exploitées et en cas d'échec le parti peut faire face à des critiques très vives. Ceci a été observé au début de l'année 2010 à la suite d'une affaire relative à la fourniture de sanitaires par la ville du Cap à Makhaza, dans le *township* de Khayelitsha. Souhaitant dépasser les normes établies par le *National Housing Code* indiquant que chaque municipalité devait assurer au minimum une unité de toilettes pour cinq habitations, la municipalité du Cap avait passé un accord en 2007 avec les résidents de Makhaza pour fournir une unité de toilettes par habitation. D'après cet accord, la municipalité



Des militants et sympathisants de la DA lors d'un rassemblement de campagne politique de la DA pour les élections générales de 2009. ©DA

administrés et non seulement pour les minorités. Pour s'affirmer en tant qu'alternative crédible, le parti entend toucher directement les populations les plus défavorisées afin d'améliorer leurs conditions matérielles. Cela passe par des performances en termes de fourniture de services publics, d'autant plus que les défaillances en la matière constituent la principale critique adressée à l'ANC.

L'établissement d'un premier bilan sur l'action menée par la DA en matière de fourniture de services publics fait apparaître un certain nombre de points positifs. En octobre 2009, l'agence de notation économique Empowerdex avait développé le *service delivery index* permettant d'évaluer la qualité des services publics dans différentes municipalités et avait établi un classement. D'après celui-ci, la ville du Cap se classait numéro un parmi les *metropolitan municipalities* sud-africaines. La municipalité était ainsi récompensée pour la qualité de l'eau, la fourniture d'électricité et ses projets de logements, aussi bien que ses initiatives en termes d'énergie renouvelable. En 2008, elle avait investi 3,2 milliards de

devait assurer la construction des toilettes alors que les habitants devaient construire leurs propres clôtures.

A la fin de l'année 2009, il est apparu que si 1316 toilettes avaient bien été construites selon les termes de l'accord, 51 propriétaires d'habitations n'avaient pas érigé de clôture, laissant 51 « toilettes à ciel ouvert ». En janvier 2010, des photographies de ces toilettes étaient publiées dans la presse et interrogeaient les raisons pour lesquelles la DA pouvait cautionner une telle situation. Les opposants à la DA se sont saisis de l'affaire et ont choisi d'exploiter le malaise rencontré par les autorités municipales. Ce fut principalement le cas de l'ANC *Youth League* (ANCYL) qui indiquait que cette situation révélait l'indignité avec laquelle la DA traitait les personnes noires et avait demandé à la *South African Human Rights Commission* de publier un rapport sur cette affaire. Celui-ci a directement pointé certaines responsabilités de la DA et a contribué à renforcer l'idée que la municipalité du Cap aurait imposé des conditions inhumaines à certains résidents de Makhaza.

Ainsi, le sort de 51 familles a eu des répercussions médiatiques très importantes et largement exploitées par l'opposition. Cela démontre qu'en assumant des responsabilités gouvernementales, tout échec expose la DA à des critiques qui peuvent utiliser le registre racial. Entre les résultats généraux encourageants et le particularisme de l'affaire de Makhaza, il est difficile de savoir ce qui aura le plus d'impacts pour les électeurs noirs. Il est en tout cas certain qu'au cours des prochaines années, la DA devra se montrer vigilante pour ne pas contribuer à l'émergence de situations telles que celle observée à Makhaza au risque de perdre les bénéfices d'efforts déployés par ailleurs.

Les dernières élections font apparaître que la DA progresse dans les circonscriptions majoritairement peuplées d'électeurs noirs^{viii}. Ce changement d'attitude de certains électeurs est un signe encourageant pour le développement futur du parti. Toutefois, il est important de ne pas surestimer certaines observations et de déconstruire le discours mis en avant par le parti. D'une part les succès sont encore limités auprès de l'électorat noir, d'autre part l'essentiel de ses électeurs se trouvent dans la province du Cap-Occidental. Ceci confirme la mainmise du parti sur la province et pourrait être expliqué par les bonnes performances gouvernementales enregistrées par le parti. On pourrait également avancer l'idée que cela démontre la difficulté du parti à « s'exporter » en dehors de son bastion originel.

D'un point de vue national, la DA apparaît aujourd'hui esseulée au sein de l'opposition et demeure encore loin de constituer une réelle menace à la domination exercée par l'ANC. Lors du « relancement » de la DA en novembre 2008, Helen Zille indiquait que le parti devrait être en mesure de contester la domination du parti majoritaire à l'occasion des élections générales de 2014. De manière moins optimiste, Wilmot James, *federal chairperson* de la DA, indiquait plus récemment que son parti pouvait avoir l'ambition de remporter les élections en 2019. Ceci dénote la prise de conscience que l'espace politique sud-africain est animé par des tendances lourdes qu'il est difficile de dépasser. Ainsi, la domination de l'ANC est une réalité qui devrait perdurer au moins sur le moyen terme. Néanmoins, les années à venir devraient permettre d'obtenir des réponses supplémentaires sur l'évolution de la scène politique sud-africaine et sur le développement de la DA dans cet espace de contraintes.

- i. L'ancêtre du NNP, le parti national (NP) domina la scène politique sud-africaine de 1948 à 1994. Au cours de la même période, les partis prédécesseurs du DP ont formé l'opposition parlementaire blanche située à la gauche du Parti National.
- ii. DAFederal Constitution, 1.2
- iii. La province du Cap-Occidental de même que la ville du Cap sont des exceptions démographiques en Afrique du Sud car les populations *coloured* y sont largement majoritaires.
- iv. Ryan Coetzee, « *Becoming a Party for All The People: a New Approach for The DA* », Document interne, 2006, 10p
- v. Au cours de ses travaux, Vincent Darracq insiste sur le fait que l'ANC est un parti de masse. Si cette structure de masse ne peut empêcher les luttes internes, elle permet aussi d'avoir une extraordinaire emprise sur la société. Voir notamment Darracq Vincent, « Dans le parti, dans le quartier : les branches locales de l'African National Congress (ANC) », *Revue Tiers Monde*, n° 196, Avril 2008 ou Darracq, Vincent, « The African National Congress (ANC) Organization at the Grassroots », *African Affairs*, Vol. 107, October 2008.

- vi. De nombreux chercheurs se sont penchés sur les problématiques urbaines relatives à l'accès au logement, à l'eau et à l'électricité dans la ville du Cap. Parmi ceux-ci, on peut citer Dubresson Alain et Jaglin Sylvie, *Le Cap après l'apartheid : gouvernance métropolitaine et changement urbain*, Karthala, Paris, 2008 ou Oldfield Sophie, « Local State Restructuring and Urban Transformation in Post-apartheid Cape Town », *GeoJournal*, Vol. 57, N°1-2, Mai 2002
- vii. Au cours des dernières élections, on observe que la DA a clairement consolidé son électorat *coloured*, et a parfois progressé dans les circonscriptions historiques de l'ANC mais demeure loin d'être capable d'augmenter sensiblement son implantation dans les communautés majoritairement noires. Toutefois, la DA a largement communiqué sur le fait que le parti avait obtenu la majorité pour la première fois dans des circonscriptions exclusivement noires. C'est le cas notamment de la circonscription de Vrsgewagdt, situé dans la municipalité de Tswaing, dans la province du Nord-Ouest.

L'ANCYL après le Congrès de Midrand : vers des changements politiques à l'ANC ?



Raphaël Botiveau

Raphaël Botiveau est doctorant à l'Università degli Studi di Roma « La Sapienza » et à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Sa recherche porte sur le principal syndicat sud-africain, le National Union of Mineworkers (NUM), depuis 1994. Il s'intéresse à sa mutation organisationnelle, aux notions de conflit et de négociation, et au rôle du syndicat dans la transformation de l'industrie minière après l'apartheid.

L'African National Congress Youth League (ANCYL), aile de jeunesse de l'African National Congress (ANC), revient cycliquement sur le devant de la scène politique sud-africaine. Fondée en 1944 autour de la personne d'Anton Lembede, cette organisation politique de jeunesse disparut durant les longues années de l'exil, avant d'être finalement recréée en 1990, en Afrique du Sud, après la levée de l'interdiction pesant sur son « organisation mère », l'ANC. Si l'on connaît bien l'« ancienne » ANCYL, notamment parce que son destin fut étroitement lié à celui de la génération des Tambo, Mandela, ou Sisulu, la « nouvelle » ANCYL a été négligée par les chercheurs, et ce malgré un renouveau notable de l'intérêt pour les partis politiques en Afriqueⁱ. Cette désaffection est d'autant plus surprenante que si les sciences politiques ont souvent considéré les organisations de jeunes comme de simples écoles de formation, le lieu d'un « moratoire politique »ⁱⁱ sur la jeunesse, l'Afrique du Sud semble en partie contredire une telle vision puisque l'engagement politique des jeunes dans l'ANCYL se traduit par une influence bien réelleⁱⁱⁱ. Cette capacité à peser sur l'agenda politique et les luttes de pouvoir au sein de la formation dont elle est issue rappelle le rôle de premier plan joué par la jeunesse dans la lutte contre l'apartheid et, bien que les époques et les organisations diffèrent, vient tout au moins remettre en question la prétendue dépolitisation de la « born free generation »^{iv}.

L'ANCYL a récemment tenu son 24^{ème} Congrès National, à Midrand (Gauteng), du 16 au 20 juin 2011. Ce rassemblement très médiatisé d'environ 5 000 délégués, issus de plus de 1 300 branches locales, devait adopter le programme de l'organisation pour les trois années à venir et élire un nouveau leadership. Le congrès a été particulièrement suivi pour au moins deux raisons : d'abord parce qu'après avoir soutenu Jacob Zuma avec succès dans son duel contre Thabo Mbeki en 2008, certaines lignes de fracture commencent à se faire jour entre les dirigeants de la *Youth League* et ceux de l'ANC. La première a d'ores et déjà annoncé son intention de soutenir la candidature de Fikile Mbalula, ex-président de l'ANCYL et actuel Ministre des Sports, au poste de Secrétaire général de

l'ANC, contre le sortant Gwede Mantashe. Cette position sonne déjà comme un avertissement à l'actuel président de l'ANC et de l'Afrique du Sud. Mais par-delà son rôle, attendu car récurrent, dans la désignation des dirigeants de l'ANC, et donc par ricochet électoral de l'Afrique du Sud, lors de la 53^{ème} Conférence nationale de l'ANC à venir en 2012, la *Youth League* a également pris des décisions programmatiques notables augurant d'un débat d'idées important pour le mouvement et pour l'avenir du pays.

Le congrès de Midrand était en effet centré sur le thème « l'action de la jeunesse vers la liberté économique de notre vivant »^v. La déclaration adoptée au terme de la réunion annonce que « le Congrès national réaffirme la centralité de la *Freedom Charter* comme objectif stratégique de l'African



© Raphaël Botiveau

accentué depuis 2008. Alors que le thème de la transformation économique n'était qu'un point parmi d'autres dans les résolutions adoptées lors des précédents congrès de l'ANCYL, en 2001 et 2004, la Freedom Charter n'y étant même pas citée, celles de 2008 déclaraient, dans le contexte de fin de l'ère Mbeki, qu'« avec le changement de l'équilibre des forces en faveur des forces du changement, l'ANC doit se réaffirmer dans le programme de réalisation des aspirations de la *Freedom Charter*. » Les résolutions indiquaient également que l'État devait prendre le contrôle de secteurs stratégiques de l'économie et envisager notamment des expropriations sans compensations^{vii}. Après s'être concentrée sur le soutien à Jacob Zuma sous la présidence de Fikile Mbalula et après avoir été mise au diapason par son prédécesseur, Malusi Gigaba, au service de Thabo Mbeki, la *Youth League* de Julius Malema ne se contente plus de mettre son poids derrière les leaders de l'ANC qu'elle souhaite voir triompher. Ses prises de positions fortes dans la sphère socioéconomique sont la marque d'une volonté de repolitiser le débat sud-africain.

Cette volonté est aussi celle de Julius Malema qui est sans doute le personnage public le plus controversé dans l'Afrique du Sud d'aujourd'hui. Se définissant comme « combattant pour la liberté économique », décrié pour son luxueux style de vie^{viii}, cet ancien cadre de l'ANCYL dans la province du Limpopo est autant un habile communicant que l'instrument de médias qui alimentent les peurs, à commencer par le spectre de voir se réaliser en Afrique du Sud un scénario zimbabwéen. De telles représentations sont nourries par un Malema qui réintroduit la race comme argument de débat pertinent. Il a par exemple récemment refusé de parler à la jeune porte-parole de la Democratic Alliance (DA), Lindiwe

Mazibuko, expliquant qu'il ne discutait pas avec la « *tea girl* » de « *Madame* » (en référence à Helen Zille, dirigeante de la DA)^{ix}. Son recours à la sémiologie de la lutte anti-apartheid dépasse par ailleurs les rituels « *Amandla!* » et autres chants scandés lors des rassemblements publics. Il a ainsi été condamné par la justice pour avoir repris la chanson « *Kill the farmer, kill the Boer* », popularisée par Peter Mokaba, ancien leader de l'ANCYL, suite à l'assassinat de Chris Hani en 1993. Ce faisant, Malema est l'expression d'un changement de génération politique dans l'ANC. En effet, si un Gwede Mantashe, Secrétaire général de l'ANC, cadre du Parti communiste et ancien dirigeant du *National Union of Mineworkers* a par exemple défendu l'utilisation de la chanson controversée en tant qu'héritage historique de la lutte contre l'apartheid, Malema ne s'inscrit pour sa part dans aucune filiation idéologique claire (que ce soit l'Africanisme d'un Lembede, celui du *PanAfricanist Congress* de Robert Sobukwe ou du *Black Consciousness Movement* de Steve Biko). Loin de déconstruire l'identité, il y fait plutôt référence comme à une qualité primordiale, un outil politique.

La question des générations, du fossé^x qui les sépare et de leur succession dans l'ANC est un problème ancien qui remonte à la confrontation entre les jeunes *Youth Leaguers* des années 1940 et les dirigeants vieillissants de l'ANC^{xi}, ou encore aux jeunes activistes du *Black Consciousness Movement* débarquant à Robben Island dans les années 1970, où leur révolte se heurta aux répertoires d'actions des dirigeants du Congrès dans la force de l'âge. La force de l'ANC, qui explique aussi sa longévité en tant qu'organisation, a été de parvenir à canaliser ces tensions en intégrant les nouveaux entrants, et ce malgré quelques scissions notables.

La transition générationnelle déjà entamée dans son appareil devrait se poursuivre en 2012. Le passage de jeunes leaders de l'ANCYL dans les structures dirigeantes du Congrès se soldera sans doute, comme c'est aussi le cas pour les syndicalistes ou les communistes qui empruntent le même chemin, par une rentrée dans le rang. Il ne faut en effet pas oublier que l'ANCYL est également un instrument dans les mains de l'ANC : lui permettant de conserver une identité militante difficilement compatible avec le statut d'organisation de pouvoir, elle est aussi une précieuse école politique dont les diplômés sont destinés à devenir des cadres disciplinés du mouvement. Reste également à savoir ce qu'il adviendra de Julius Malema, dont Jacob Zuma et Gwede Mantashe semblent bien décidés à se débarrasser, que ce soit au terme de la procédure disciplinaire interne en cours dans



Des participants à la « Marche pour la Liberté Économique » organisée par l'ANCYL traversent le centre-ville de Johannesburg le 27 octobre 2011. ©Raphael Botiveau

l'ANC ou en s'intéressant de plus près aux sources de son enrichissement. Malema jouit néanmoins toujours de soutiens parmi les cadres du mouvement et les jeux ne sont pas encore faits.

Le débat sur la transformation économique et sur la nationalisation des mines n'augure pas forcément de décisions politiques (ultérieures ou à venir) de grande ampleur. L'ANC et le gouvernement temporisent en effet à travers par exemple la création, en février 2010, du noyau d'une future entreprise minière d'État. *L'African Mining Exploration and Finance Company* (AEMFC) se contente pour l'instant de rassembler les intérêts épars de l'État dans le secteur. Quoiqu'il en soit, l'ANCYL est déjà parvenue à imposer ce qui sera un thème central de la prochaine conférence de l'ANC. Le retour de la Freedom Charter et de la question des nationalisations, enterrées avec le *Reconstruction and Development Programme* (RDP) lorsque l'Afrique du Sud se rallia au consensus néolibéral à partir de 1996, met en lumière des contradictions entre l'ANC et ses alliés de l'Alliance tripartite. Cette dernière est solide mais certaines questions dessinées en filigrane derrière ce débat,

sur l'enrichissement d'une élite liée à l'ANC au gré des contrats du *Black Economic Empowerment*, ou sur le problème de la corruption, sont déjà mises en avant. Au-delà de l'ANC, les idées de transformation économique portées par l'ANCYL de Malema sont aussi un enjeu central pour la jeunesse sud-africaine, quoique les jeunes puissent penser de ce dernier ou de l'option des nationalisations.

L'étude des organisations politique de jeunesse est donc un passage nécessaire pour comprendre plus largement le fonctionnement des structures dont elles sont issues. Instrument de *containment* des jeunes et de leurs aspirations au changement ou bien outil de rénovation organisationnelle et politique ? Cette illustration à travers le cas de l'ANCYL montre combien il est utile d'approcher une organisation aussi complexe que l'ANC par ses « périphéries », qu'il s'agisse de la jeunesse, des syndicats, ou même par son opposition à travers le cas de la DA ou encore celui du Congress of the People (COPE). Il reste encore beaucoup à découvrir sur toutes ces organisations et l'on manque par exemple d'enquêtes locales, au niveau des branches en particulier^{xii}.

- i. Voir notamment le dossier paru dans *Politique Africaine* : « Partis politiques d'Afrique. Retours sur un objet délaissé », no.104, décembre 2006. Dans la recherche francophone sur l'Afrique du Sud, on peut citer la récente thèse de Vincent Darracq, *La question raciale à l'African National Congress (ANC) post-apartheid : production de discours, régulation et changement dans un parti politique*, Thèse pour le Doctorat en Science politique, sous la direction de René Otayek, Institut d'Études politiques de Bordeaux, 2010 (411p.) ; voir aussi Marianne Séverin, *Les réseaux ANC (1910-2004) : histoire politique de la constitution du leadership de la nouvelle Afrique du Sud*, Thèse de Doctorat en Science politique, sous la direction de Dominique Darbon, Institut d'Études politiques de Bordeaux, 2006 (1086p.).
- ii. Anne Muxel, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de la FNSP, 2001.
- iii. Pour une étude détaillée sur l'ANCYL, son histoire, son fonctionnement comme organisation et son rapport à l'ANC, voir R. Botiveau, *The A.N.C. Youth League or the Invention of a South African Youth Political Organisation*, IFAS Working Papers, no.10, Johannesburg, IFAS, 2007 (72p.).
- iv. Sur ce thème, on peut citer la recherche en cours de Judith Hayem, introduite dans un panel intitulé « Post apartheid Generations », lors de la 4th European Conference on African Studies, tenue à Uppsala (Suède) du 15 au 18 juin 2011.
- v. "Youth Action for Economic Freedom in our Lifetime."
- vi. ANCYL, "Declaration of the 24th National Congress," 19 avril 2011.
- vii. ANC Youth League, *23rd National Congress – Resolutions*, Nasrec, Gauteng, June 27-29, 2008.
- viii. Voir par exemple R. Botiveau, « Le travail de sape au grand jour de Julius Malema », Blog GIRAF 'L'actualité africaine décryptée', *Alternatives Internationales*, 2 avril 2010. (<http://alternatives-economiques.fr/blogs/giraf/2010/04/02/afrique-du-sud-%E2%80%93-le-travail-de-sape-au-grand-jour-de-julius-malema/>)
- ix. Yadhana Jadoo, "Malema dubs DA's Mazibuko a 'tea girl'," *Cape Times*, May 20, 2011.
- x. Margaret Mead, *Culture and Commitment. A study of the generation gap*, New York, Natural History Press, 1970 (xvii, 113p.).
- xi. Edward Feit, "Generational Conflict and African Nationalism in South Africa: The African National Congress, 1949-1959," *The International Journal of African Historical Studies*, vol. 5, no.2, 1972, p.181-202.
- xii. La conférence "One Hundred Years of the ANC: Debating Liberation Histories and Democracy Today," tenue du 20 au 24 septembre 2011 à la University of the Witwatersrand devait notamment explorer cette dimension locale. On peut aussi citer les travaux récents sur la démocratie locale dans l'Afrique du Sud post-apartheid, menés dans le cadre du programme CORUS de l'Institut de recherche pour le développement. Voir le numéro de la revue *Tiers Monde* (no.196, avril 2008), coordonné par Claire Bénit-Gbaffou, sur « Les formes de la démocratie locale dans les villes sud-africaines ».

Les générations post-apartheid de Daveyton face à leurs propres représentations

Enjeux, leçons et perspectives d'une restitution de terrain



Judith Hayem

*Judith Hayem est maître de conférences en anthropologie à l'université Lille 1 et membre du laboratoire Clersé-CNRS (centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques). Ses travaux portent sur les subjectivités politiques contemporaines. Elle a beaucoup travaillé sur les formes de pensée et de mobilisations ouvrières en Afrique du Sud et en France et a notamment publié en 2008 *La figure ouvrière en Afrique du Sud* / aux éditions IFAS-Karthala. Ses travaux en milieu industriel l'ont également amenée à travailler sur l'accès aux anti-rétroviraux dans les mines du Mpumalanga dans les années 2000. Depuis 2010 elle poursuit une enquête sur les formes de pensée, de conscience et d'engagement des générations post-apartheid en Afrique du Sud.*

Le 2 juin 2011, à la veille de mon retour en France, et après 3 mois d'une recherche auprès des jeunes habitants du township de Daveyton (municipalité d'Ekurhuleni, à l'est de Johannesburg), j'ai organisé une première restitution des résultats provisoires de mon enquête auprès des personnes que j'avais interviewées. Il s'agissait pour moi de mettre en partage avec ces dernières les premiers constats provisoires et les premières pistes d'analyse, issus des travaux menés entre mars et juin 2011 et en novembre de l'année précédente et d'entendre leurs réactions, leurs commentaires et leurs critiques éventuelles à ce sujet. L'exercice de restitution est encore plus porteur une fois achevée l'analyse minutieuse des matériaux recueillis ; mais celle-ci suppose un travail de longue haleine et signifie qu'un laps de temps assez long, amplifié par la distance avec le terrain, sépare la rencontre initiale avec la chercheuse et la découverte des résultats par les intéressés. Aussi, afin de ne pas repartir « comme une voleuse » vers l'autre bout du monde, après avoir passé tant de temps dans le township et posé tant de questions et afin aussi de manifester la possible utilité sociale de la recherche en permettant un usage potentiel de ses résultats par les principaux intéressés ou d'autres lecteurs du rapport provisoire établi, une invitation avait été lancée à l'ensemble des personnes rencontrées lors du travail. Cette restitution précoce permet en outre au chercheur de vérifier s'il se fourvoie ou non dans ce qu'il a repéré comme central dans l'enquête, d'étudier les premières réactions induites par ses résultats ; voire d'obtenir à cette occasion des éclaircissements sur certains aspects qui lui restent obscurs dans les entretiens. Pour apprécier le déroulement de la restitution et les commentaires qu'elle a suscités il faut dire quelques mots de l'enquête elle-même.

La recherche portait sur les formes de pensée, de subjectivation et d'engagement de jeunes de Daveyton, âgés de 18 à 35 ans. Considérés comme « jeunes » (the youth) au regard des critères officiels, souvent qualifiés de manière dépréciative de « born free generation », soi-disant sans pères historiques et sans conscience politique par les

média, les chercheurs et plus généralement leurs aînés, les jeunes sud-africains âgés d'une vingtaine ou d'une trentaine d'années aujourd'hui sont-ils aussi dépolitisés qu'on le prétend ? Qu'est-ce qui les oriente dans leur participation à des collectifs, des ONG, des forums ou des partis politiques ou dans leurs engagements quotidiens ? Quelles sont leurs aspirations pour l'avenir et leurs perspectives pour la société à laquelle ils appartiennent ? Leurs formes de pensée s'articulent-elles de manière centrale autour de la fin de l'apartheid et l'ouverture supposée d'une nouvelle ère politique ou bien au contraire se sont-ils forgé leurs propres catégories contemporaines d'appréhension de la réalité et de prescription à l'endroit d'un avenir souhaitable ? Telles étaient quelques-unes des questions qui guidaient l'enquête. Celle-ci a mobilisé plusieurs méthodes conjointes : des entretiens individuels semi-directifs auprès de 26 jeunes gens (pour moitié des hommes et pour moitié des femmes), des entretiens collectifs avec de jeunes lycéens en classe de terminal (grade 12) et des membres de l'ANCYL (African National Congress Youth League) ; des observations participantes quotidiennes de la vie du township et des observations participantes hebdomadaires au sein de quatre instances : le Youth Forum local, une cellule locale de l'ANCYL, un groupe d'amis proches et enfin un groupe de jeunes vendeurs de rue. A cela, se sont ajoutées de nombreuses discussions informelles avec les mêmes jeunes et avec des habitants plus âgés.

Une dizaine de jeunes gens, soit près d'un tiers des personnes interviewées individuellement ont répondu présents à l'invitation et se sont réunis pour entendre et débattre les résultats de l'enquête à laquelle ils avaient participé. Parmi eux, la présence de plusieurs militants de l'ANCYL était notable et a pesé sur la réunion, d'autant qu'ils se connaissaient ; mais d'autres jeunes plus proches de SANCO (South African National Civics Organization) ou sans affiliation particulière étaient présents également. Cependant, les interlocuteurs les plus conservateurs, ceux notamment qui se sentaient proches de la Democratic Alliance, au lendemain

des élections locales du 18 mai 2011, par empêchement, choix délibéré ou hasard de circonstances, n'étaient pas présents. Bien entendu, par respect de l'anonymat, la restitution des résultats n'était pas nominative mais cherchait à dégager de grands axes de réflexion ou de débats communs à l'ensemble des propos recueillis. Elle se déroulait dans l'un des complexes scolaires de Daveyton qui accueille au premier étage un centre de formation aux nouvelles technologies de l'information (accès internet, cours d'informatique, etc.) ; soit un lieu jugé neutre, situé à distance raisonnable des différents quartiers d'origine des jeunes gens et où plusieurs des entretiens s'étaient déjà déroulés. Après un rapide tour de table qui a permis à chacun de se présenter et d'identifier ses voisins, j'ai restitué mes résultats, laissant régulièrement au public l'occasion de les commenter, les interroger, les critiquer ou les compléter, ce que les participants ont fait avec une grande liberté, s'écoulant avec attention les uns les autres, et finissant par transformer la restitution en un vaste débat politique entre eux. Au total l'exercice qui s'est conclu autour d'un verre et de quelques biscuits aura duré plus de deux heures et demi.

Les résultats avancés étaient de trois ordres. Premièrement, la mise en avant d'un certain nombre de souhaits récurrents exprimés dans les entretiens et qu'il semblait intéressant de faire connaître aux interviewés puisqu'ils s'avéraient les partager ; deuxièmement un certain nombre d'idées communes ou sur lesquelles un certain accord se fait jour ; et enfin, des points de controverse sur lesquels un débat s'engage, parmi les jeunes, au travers des entretiens et qui nécessiteront une analyse plus approfondie, encore à venir, pour être complètement élucidés.

Dans le premier ordre d'idées j'ai évoqué trois points marquants :

1- l'attachement à Daveyton et l'envie de « faire connaître ce township » trop souvent ignoré au profit d'Alexandra ou Soweto d'après les jeunes interviewés. Ceux-ci manifestent ainsi une identité proprement Daveytonienne qui ne se confond pas avec les autres townships du Gauteng «[they] want to put Daveyton on



Photo d'une carte qui met en avant l'éloignement du township de Daveyton (en rouge) par rapport à la ville de Benoni (en jaune). © Judith Hayem

the map ».

- 2- le sentiment que « l'information » ne circule pas assez à Daveyton et le souci d'inventer de nouveaux modes de communication au sein du township, notamment une radio locale dont la conversation qui a suivi a permis d'apprendre qu'elle était bien en voie de constitution. Cette absence d'information est vécue comme un rétrécissement des possibles par les jeunes et un empêchement de se réaliser dont la cause est attribuée à un manque de moyens pourtant simples mais qui restent inaccessibles aux plus modestes. A savoir l'absence d'accès à internet et de crédits téléphoniques suffisants pour se renseigner ou faire circuler de l'information ; le coût trop onéreux des transports pour se rendre à un entretien d'embauche ou à aller consulter une offre d'emploiⁱⁱ. Toutes choses qui viennent non seulement freiner des projets mais parfois aussi interrompre les initiatives déjà engagées. Le souci en la matière n'est pas seulement individuel et égoïste mais collectif : comment faire pour que la jeunesse de Daveyton, dans son ensemble, soit plus ouverte au monde et mieux à même de profiter des opportunités disponibles ?
- 3- la volonté des jeunes, dont beaucoup sont au chômage ou maigrement rémunérés dans le cadre de leur travail comme volontaires au sein de diverses associations, de voir leur action reconnue par l'Etat ou la mairie, tant

statutairement que financièrement au regard de leurs engagements bénévoles mais mobilisant des compétences réelles. Nombre d'entre eux sont conscients d'assurer une fonction sociale importante quand ils combattent l'épidémie de sida, organisent des forums pour l'emploi des jeunes ou dispensent du soutien scolaire et s'insurgent qu'on puisse n'y voir qu'une façon « *d'occuper la jeunesse en attendant qu'elle se trouve un véritable travail* ». Il leur semblerait plus cohérents de pérenniser ces postes en en faisant de véritables emplois viables.

Les réactions ont confirmé la pertinence de ces thèmes pour les jeunes présents qui ont assenti tout au long de leur énoncé et se sont déclarés « *heureux d'avoir été entendus à ce sujet* » et d'autant plus légitimes à pousser ces requêtes auprès des instances compétentes qu'ils étaient « *nombreux à les formuler* ».

J'ai ensuite présenté un certain nombre d'idées communes. Par exemple, l'importance manifeste chez les jeunes rencontrés d'avoir du style et l'attention qu'ils portent à leur apparence extérieure et à leur look quand bien même ils ont peu d'argent à y consacrer. Ce souci est lié à une forme d'estime de soi, souvent rapprochée, dans les entretiens, de l'évocation des œuvres de S. Biko, chantre de la conscience noire. Toutefois si *black consciousness* il y a parmi les interviewés, il me reste encore à comprendre en quels termes car au-delà de la référence à l'icône, cette rhétorique n'est pas manifeste.

J'ai également indiqué qu'interrogés sur ce qui est un enjeu ou un problème (issues en anglais) particulier pour les jeunes aujourd'hui, tous citent la même chose. Le chômage, thème lancinant dans tous les entretiens (très peu d'entre eux ont un emploi et un salaire véritables) vient en tête de leur préoccupation, suivi de près et dans un ordre variable par l'épidémie de VIH/SIDA, l'usage de la drogue et l'abus de l'alcool et les grossesses des adolescentes. Les jeunes ne se contentent pas de déplorer ces problèmes, tout au contraire, ils y sont particulièrement sensibilisés, s'engagent dans des associations pour les résoudre et plus largement évoquent de nombreuses idées susceptibles « *d'aider la communauté* » en la matière.

Autre exemple de perception commune et significative, l'importance de maîtriser l'anglais pour chercher du travail et parler avec tout le monde en Afrique du Sud. Il est intéressant de noter que cette conviction s'accompagne d'une stigmatisation ambivalente des personnes noires qui parlent « trop bien » anglais, souvent qualifiées de « coconut » ou noix de coco (noires dehors mais blanches dedans). Ce terme traduit la perception d'une division de classe sociale et de statut parmi les jeunes ou plus largement parmi les personnes de couleur noire. La définition d'un(e) « coconut » par les interviewées est complexe et variable mais, au premier examen des entretiens et témoignages recueillis, il ressort que plus encore que la qualité de l'anglais de l'intéressé (e) c'est son rapport distant ou non aux habitants du township qui est décrit par ce terme ; rapport que l'usage d'une langue

châtiée et soutenue dénote d'après mes interlocuteurs.

C'est une idée communément absente des entretiens, et au sujet de laquelle j'ai manifesté mon étonnement, qui a provoqué les réactions les plus vives et les débats les plus féconds, laissant en contrepartie peu de place pour la discussion des autres thèmes repérés dans l'enquête ; quoi que certains d'entre eux aient précisément surgi spontanément lors de ces échanges. En effet, alors même que les difficultés d'accéder à des emplois et le poids du chômage sont l'un des leitmotivs des entretiens recueillis, jamais les interviewés ne mettent cet état de fait en relation avec la configuration spatiale spécifique de Daveyton qui, héritage de la géographie de l'apartheid toujours prégnant aujourd'hui, ne contient nulle usine ou lieu de travail hormis des emplois municipaux, informels ou des entreprises à domicile et se situe encore bien plus loin des centres industriels encore en activité aujourd'hui que les autres townships des environs.

« *Nous sommes nés à Daveyton et nous sommes donc habitués à cet état de fait et n'y faisons plus attention* », se sont exclamés les jeunes présents. « *Et pourtant, bien entendu nous savons que ceci est une conséquence de l'apartheid !* »...

« *Cela montre bien que la question est de savoir si nous combattons un système ou des personnes* », a repris l'un des jeunes. Dès lors, la conversation a pris un tour militant. Il ne s'agissait plus tant, pour les personnes présentes, de savoir si la recherche rendait bien compte de leurs idées que de décider ce qu'ils étaient en mesure de faire de ce que l'enquête leur avait appris.

« *Judith nous a permis de découvrir que nous partageons un certain nombre d'idées et aujourd'hui cette réunion de restitution nous offre une occasion pour nous rencontrer, qu'est-ce que nous allons faire sur cette base ?* » a résumé l'un des orateurs les plus charismatiques.

La conversation a ensuite roulé sur les moyens de faire aboutir des revendications communes et fructifier des idées partagées. Comment créer l'unité entre nous s'interrogeaient les jeunes ? Comment trouver les moyens de nous réunir plus souvent entre habitants de wards (circonscriptions électorales) différents, comme le feedback d'aujourd'hui nous en donne l'occasion, quand le découpage administratif [sur la base duquel sont organisées les structures de jeunesse et les structures militantes] tend à nous tenir éloignés les uns des autres ? Faut-il créer une nouvelle organisation pour donner corps à nos revendications et nos projets sur la base de la discussion d'aujourd'hui, comme le plaidaient certains plus proches de la société civile et soucieux de ne pas se voir récupérer par les institutions déjà existantes ou bien s'appuyer sur des structures déjà existantes pour ne pas perdre de temps à en constituer d'autres, comme le défendaient les jeunes de l'ANCYL, plus rompus à l'entrisme ? En matière de créations d'emplois localement, comment faire en sorte que les leaders politiques et les hommes d'affaires à succès, originaires de Daveyton, investissent dans la communauté

dont ils sont originaires. *'They must give back to the community !'*, arguaient les jeunes, reprenant ainsi l'un des points d'analyse majeur de l'enquête sans même qu'il faille le restituerⁱⁱⁱ et confirmant ainsi son importance. En effet, l'idée selon laquelle on se doit de rendre à la communauté, de réinvestir en son sein lorsqu'on a réussi que cela soit sous forme financière, d'idées et d'initiatives ou d'investissements est très répandue parmi les interviewées bien qu'ils constatent qu'elle est rarement opératoire parmi les plus aisés.

Après un long temps de débat, conclu sur la promesse de se voir pour mettre en place les moyens de poursuivre un travail collectif, la décision d'un lieu et d'une date à cet effet et l'évocation d'un nom pour cette nouvelle organisation « the concerned youth of Daveyton », j'ai pu reprendre la parole pour interroger les plus timides sur leur sentiment à l'endroit de cette restitution.

« *Cela m'a beaucoup plu, a déclaré l'une des jeunes femmes, en particulier le débat sur lequel a débouché la restitution* ».

« *Tu nous as beaucoup appris sur nous-mêmes et tu nous as obligés à nous définir et à nous demander qui nous étions quand nous entreprenons une action* », a commenté un jeune homme à propos de la restitution et plus largement de la recherche.

Que pensait de cette restitution et qu'apporte-t-elle de plus à l'enquête ? Elle a permis comme prévu de vérifier la validité des pistes d'analyse esquissées ; qu'elle n'a pas démenties. Elle manifeste aussi que les jeunes ne se connaissent pas ou peu entre eux et leur fait prendre conscience que certains mécanismes parlementaires tel que le découpage en cellules les divise au lieu de les rassembler. Il apparaît également que la pratique de l'enquête militante, celle qui permet de se faire une idée de ce que pensent les gens auprès desquels on milite ou avec lesquels on veut travailler n'est pas pratique courante, même dans les rangs des plus politisés puisqu'il faut l'enquête de l'ethnologue pour que se fasse jour le fait que les jeunes ont des idées en commun.

D'autre part, la restitution révèle que l'enfermement dans le township –auquel j'étais par ailleurs sensible– est tel que mes interlocuteurs avouent ne plus en être conscients. La question de l'apartheid et de la référence à « ce système » ou pas, peu présente dans l'enquête de manière articulée), rejaillit brutalement ici comme un impensé de la situation

contemporaine. (L'apartheid, dans les entretiens, est le plus souvent identifié comme une période : « apartheid times » et des faits : les arrestations, la police, le *dompass*, la révolte de Soweto, etc. et rarement comme une politique identifiée. Ce n'est pas consciemment ce qui structure les engagements des jeunes de Daveyton même si, au moins pour les plus âgés, ils sont parfaitement capables d'historiciser l'analyse de leur cadre de vie quand le poids de l'histoire leur saute aux yeux ou leur est souligné. Pour autant, et c'est ce que la poursuite du dépouillement de l'enquête devra préciser, les jeunes de Daveyton ne sont pas indifférents loin s'en faut au sort de leur « communauté » et de leur pays, ils souhaitent s'engager pour y apporter leur contribution mais ce qui les guide est avant tout la perception contemporaine qu'ils ont de leur quotidien et de leur environnement plus que la référence à une séquence politique révolue.

Il est frappant que l'intercession du chercheur provoque un tel emballement organisationnel comme s'il fallait un intervenant extérieur pour que les gens se rencontrent et se parlent. Ne se passe-t-il donc rien à Daveyton ? Tout au contraire, mon expérience de terrain me fait dire que c'est le fourmillement de tentatives, souvent avortées et la volonté réelle mais parfois brouillonne et inconstante de créer de nouvelles formes d'organisation qui s'exprime-là. Alors même que se faisaient jour dans les débats des options et des stratégies politiques peu réconciliables, (faire de l'entrisme ou créer une organisation nouvelle et indépendante) mes jeunes interlocuteurs étaient excités par l'opportunité éventuelle d'inventer « ensemble » et « dans l'unité » quelque chose de nouveau, de plus approprié et de plus efficace que les structures déjà existantes pour faire face aux enjeux qui les interpellent. Une telle initiative est sans doute nécessaire mais encore balbutiante, à Daveyton en tout cas. Reste que la restitution des résultats a fait naître chez les jeunes que j'ai rencontrés l'envie de *me* donner du « feedback » régulièrement, manière de continuer à se questionner seuls sur le sens et l'enjeu de leurs actions. Ainsi, depuis mon arrivée en France, et en attendant mon retour sur le terrain pour une restitution plus approfondie et de nouvelles enquêtes, je reçois régulièrement des mails des plus actifs m'informant de leurs différentes démarches, leurs échecs et leurs succès...La restitution s'avère ainsi une manière d'entretenir le contact avec le terrain, de renforcer la confiance établie avec mes interlocuteurs, et elle facilitera peut-être l'approfondissement future de la recherche, malgré son interruption temporaire.

- i. Judith Hayem est anthropologue, Maître de conférences à l'Université Lille 1 et membre du Clersé-CNRS. L'enquête évoquée ici a été réalisée dans le cadre d'une délégation CNRS de 6 mois. Elle a été soutenue financièrement par l'IFAS et l'Université Lille 1.
- ii. Ces difficultés habituelles dans les townships sont encore renforcées à Daveyton par l'éloignement particulièrement important du centre ville de Daveyton de celui de la ville de Benoni dont il dépend et le cloisonnement encore très marqué de ce « township modèle », construit dans les années 1950 et dont le plan d'urbanisme n'a guère changé depuis. Voir sur cette question le chapitre 4 de la thèse de Noor M. Nieftagdien, 2001, *The implementation of urban apartheid on the East Rand 1948-1973. The role of local government and local resistance*, sous la dir. de P. Bonner, Witwatersrand University.
- iii. Sur cette question on pourra consulter ma communication au 4^{ème} congrès de l'ECAS à Uppsala en Suède, « *When you're successful you must give back to the community !* » *Successful, rich and poor, 3 key notions for the understanding of a generation* », téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.nai.uu.se/ecas-4/panels/101-120/panel-107/>

Programmes...

Paradigmes et pratiques de l'enseignement et de l'apprentissage dans les classes de langues en PHASE DE FONDATION dans les Provinces du Gauteng et du Limpopo

Évaluation de la première année du nouveau programme en linguistique

Ce projet qui lie les trois institutions du Human Sciences Research Council (HSRC), de l'Université du Limpopo et de l'Université de Pretoria, au sein d'un consortium dirigé par le HSRC et financé par le National Research Foundation (NRF) et l'Institut Français d'Afrique du Sud (IFAS), vise à évaluer la politique linguistique mise en œuvre dans les écoles, afin d'observer les progrès linguistiques des écoliers de Grade 3 et 4 dans leur langue maternelle et en anglais.

Après un atelier de travail initial en mars 2011, cinq thèmes à explorer dans diverses écoles des Province du Limpopo et du Gauteng, ont été définis et attribués aux principaux chercheurs :

- le développement de l'aptitude à la lecture et l'écriture en langue maternelle et en anglais comme première langue supplémentaire ou au niveau langue maternelle ;
- la formation et la pratique des enseignants de la Phase de fondation, concernant la question linguistique en particulier ;
- le développement des compétences linguistiques des apprenants dans leur langue maternelle et en anglais (comme première langue supplémentaire) ;
- les modèles de comportement linguistique dans les classes de Phase de fondation ;
- le développement de la politique relative à la langue dans l'éducation, et la pratique dans les classes de Phase de fondation.

D'un point de vue méthodologique, la plupart des données de première main relatives à l'enseignement proviennent d'observations conduites dans des salles de classe. Des cours ont pu être enregistrés sur vidéo après en avoir obtenu l'autorisation nécessaire des ministères de l'Éducation des Provinces du Limpopo et du Gauteng, des enseignants et des parents. Des séances d'enregistrement vidéo ont ainsi été dirigées dans deux écoles de Mamelodi après les vacances du mois d'octobre, et les leçons enregistrées ont été présentées lors d'un atelier à l'Université du Limpopo les 29-30 novembre 2011.

Dans le cadre de ce projet de recherche, un certain nombre de bourses ont été attribuées à des étudiants en licence et en maîtrise grâce aux fonds du NRF et de l'IFAS, et une nouvelle offre de bourse a récemment été lancée.

Nouveau programme de recherche AFD-IFAS

Institutions, Gouvernance et Croissance à Long Terme

Piloté depuis 2009 par le département recherche de l'Agence Française de Développement (AFD), le programme « Institutions, Gouvernance et Croissance à Long Terme » a lancé en juillet 2011 une nouvelle composante sud-africaine des ses recherches qui sera coordonnée par l'IFAS-Recherche. Ce programme vise à repenser les critères de « bonne gouvernance » et de qualité des institutions en fonction de leur efficacité dans les processus de développement économique. Il s'appuie sur une analyse fine des déterminants institutionnels de la croissance dans les pays qui ont connu des épisodes de décollage économique sur plusieurs décennies. Il vise à développer un nouvel outil de diagnostic pays combinant analyse institutionnelle et analyse économique dans l'élaboration de stratégies de développement.

Partant du postulat que, contrairement aux annonces qu'en font les institutions de Bretton Woods, la « bonne gouvernance » n'est pas cette recette universelle, efficace et applicable dans tous les pays, ce programme de recherche suppose que les pays en développement devraient plutôt se concentrer sur l'acquisition de certaines capacités de gouvernance, aujourd'hui identifiées par la littérature comme étant caractéristiques des pays émergents ou développés.

Une des composantes de ce programme consiste en l'étude de « cas-pays » dont notamment l'Afrique du Sud, l'Inde, la Chine, le Vietnam, le Bangladesh, la Turquie, le Kenya, le Burkina Faso et Madagascar. L'étude du cas sud-africain sera coordonnée par Nicolas Pons-Vignon (Corporate Strategy and Industrial Development - CSID) et Aurelia Segatti (African Centre for Migration & Society – ACMS / IFAS). Une première réunion de travail s'est tenue le 19 octobre à Wits en présence de Nicolas Meisel, responsable du programme à l'AFD Recherche.

Pour plus d'informations sur ce programme de recherche :

<http://www.afd.fr/lang/fr/home/recherche/themes-recherches/institutions-gouvernance-croissance>



Exposition finale - Yeoville Studio
(26 novembre – 2 décembre 2011)

Le programme Yeoville Studio, initiative commune de la School of Architecture and Planning (Université du Witwaterstrand), du Yeoville Stakeholder Forum, du Yeoville Bellevue Community Development Trust, de l'IFAS Recherche et avec le soutien du Goethe Institut, va arriver à son terme en fin d'année 2011. Pendant ses deux années d'activité, ce projet d'urbanisme participatif a impliqué près de 330 étudiants et une vingtaine d'enseignants de Wits au travers d'une trentaine de cours organisés sur des questions de recherche définies en partenariat avec les structures associatives du quartier de Yeoville.

Une exposition finale a été organisée à Yeoville du 26 novembre au 2 décembre afin de restituer aux habitants du quartier les résultats des recherches menées sur les thèmes de l'espace public et du commerce informel, du logement et de la diversité africaine dans le quartier. Les travaux de recherche ont été exposés principalement au *Yeoville Recreation Centre* ainsi que dans divers endroits du quartier.

Deux ouvrages tirés des travaux du Yeoville Studio sont prévus pour publication à l'horizon 2012. Ces deux ouvrages complémentaires auront deux tonalités différentes (un ouvrage sera universitaire tandis que l'autre sera à destination du grand public) et ils recueilleront l'essentiel des résultats et matériaux de recherche issus du projet.



L'histoire de Happy Dhlame racontée dans le cadre des « Yeoville Stories » exposées au Yeoville Recreation Centre du 26 novembre au 2 décembre 2011.

Stérilité et recours à l'Assistance Médicale à la Procréation dans le contexte de la mondialisation (Ouagadougou, Paris, Pretoria)

Programme de recherche « ANR Les Suds » - 2011 - 2013

L'IFAS est depuis 2011 l'opérateur en Afrique Australe d'un programme de recherche sur les questions de stérilité et de recours à l'assistance médicale à la procréation (AMP) dans le contexte de mondialisation. Financé par l'ANR, dans le cadre du programme de recherche Les Suds aujourd'hui (II), ce programme piloté par Doris Bonnet (Centre Population et Développement) et coordonné par Frédéric Le Marcis (Centre de recherche « Les Afriques dans le Monde ») pour la partie sud-africaine, entend étudier l'appropriation en Afrique sub-saharienne de l'innovation médicale que représente l'AMP à travers les cas de Ouagadougou (Burkina Faso) et Pretoria (Afrique du Sud).

Dans un nombre croissant de villes africaines, des couples inféconds des classes moyennes, voire plutôt aisées, ont recours aux biotechnologies de l'AMP dans des cliniques privées ou en se déplaçant vers d'autres pays du Sud ou vers les pays occidentaux. Ce programme se penche sur ce phénomène de mobilité sanitaire dans un contexte de mondialisation et sur la place de la santé de la reproduction à l'intérieur de ce phénomène. L'IFAS assiste à la mise en place des recherches sur le terrain d'enquête sud-africain (Pretoria).

Plus d'informations sur ce programme : <http://ceped.org/?AMP-Sterilite-et-recours-a-l>

African Programme on Rethinking Development Economics APORDE 2011 - 5^e édition

La 5^{ème} édition du séminaire d'APORDE (African Programme on Rethinking Development Economics), une collaboration entre le Ministère sud-africain du commerce et de l'industrie, l'Agence française de développement et l'Ambassade de France (et mise en œuvre par l'IFAS), s'est tenue du 5 au 19 mai 2011 à Johannesburg. Elle a encore une fois été couronnée de succès et a vu le nombre de demandes d'inscription battre le record des années précédentes avec 350 candidatures. Les 28 participants sélectionnés qui venaient principalement de pays africains, se sont avérés particulièrement compétents et talentueux. Ils ont suivi deux semaines de cours intensifs donnés par des enseignants de renommée internationale en économie du développement (tels que les Professeurs Ha-Joon Chang de l'Université de Cambridge, Alice Amsden du MIT et Michel Aglietta de l'Université de Nanterre). Les cours qui ont abordé quelques unes des questions socioéconomiques les plus pressantes auxquelles sont confrontés les pays émergents et en développement, visaient à analyser de manière critique ce qu'on pourrait appeler les « clichés de l'économie africaine » qu'il est grand temps de remettre en cause.

Pour la première fois, le séminaire s'est tenu à Johannesburg, ce qui a facilité l'organisation d'un certain nombre d'événements en marge d'Aporde. Alors que des ateliers ont été organisés en parallèle avec le ministère des Entreprises publiques (DPE) et le ministère du Commerce et de l'industrie (DTI), une série de conférences publiques a été accueillie par les partenaires du monde institutionnel,

académique et de la société civile.

Des événements publics ont ainsi été organisés dans les deux universités principales de la ville (l'Université du Witwatersrand et l'Université de Johannesburg), au siège de la NUMSA (National Union of Metal Workers in South Africa) et de l'ONG Action Aid.

Ces événements ont, dans l'ensemble, attiré un public de plus de 300 personnes.

APORDE est un séminaire de haut-niveau sur les politiques publiques et les stratégies de développement dans les pays du Sud et en particulier en Afrique. S'étalant sur une durée de deux semaines, il réunit une trentaine de participants issus du monde universitaire, de la fonction publique, de la société civile et des syndicats, leur offrant l'occasion unique de suivre une formation de pointe et d'échanger avec quelques-uns des meilleurs économistes du développement ainsi qu'avec des participants venant du monde entier. Ces participants sont sélectionnés par le biais d'un appel à candidature.

Pour recevoir l'appel à candidature envoyez un email à l'adresse suivante : aporde@ifas.org.za ou visitez le site web d'Aporde : www.aporde.org.za



Cours magistral de Carlos Oya (SOAS, University of London) lors du séminaire Aporde 2011. © IFAS

Conférence publique de Ben Fine sur l'Etat Développementaliste (un évènement APORDE – NUMSA), 5 mai 2011

Le 5 mai 2011, journée d'ouverture du séminaire d'Aporde, le Professeur Ben Fine a été invité à présenter un exposé intitulé *Au-delà de l'État développementaliste*, lors d'une conférence publique organisée au siège de l'Union nationale des ouvriers métallurgistes d'Afrique du Sud (NUMSA) à Newtown. Professeur d'économie à la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres ayant travaillé longuement sur ces questions, il fut demandé au Professeur Fine d'analyser le concept de l'État développementaliste et de voir dans quelle mesure il permettrait de fournir un cadre pertinent d'analyse pour déterminer la nature et le potentiel de l'économie sud-africaine.

Dans la première partie de son exposé, le Professeur Ben Fine est revenu en détail sur l'histoire du paradigme de l'État développementaliste (DSP). Il retraça ainsi les origines de sa conceptualisation dans le contexte spécifique des économies de l'Asie de l'Est et du Sud-est des années 1960, afin de décrire un modèle de développement dans lequel les états-nations disposaient de beaucoup d'autonomie, de pouvoir de réglementation et de contrôle sur leurs économies. Alors que ce paradigme fut largement adopté par les experts du monde universitaire et dans les sphères de gouvernement, il fut également récupéré, dans les années 80, comme argument idéologique brandi pour discréditer le Consensus de Washington et ses présupposés néolibéraux. Avec le temps, le paradigme d'État développementaliste a connu des hauts et des bas, notamment suite au marasme économique de l'Asie en 1997-1998, mais fait aujourd'hui l'objet d'un certain regain d'intérêt. Il n'en reste pas moins une expression à la mode mais galvaudée faisant trop souvent référence à toute forme d'intervention réussie de l'État dans l'économie, dont les exemples vont de la Chine à des projets d'investissement particuliers.

Le Professeur Ben Fine a ensuite décrit les forces et les faiblesses du paradigme d'État développementaliste et, dans la seconde partie de sa conférence, a expliqué plus en avant la manière dont le cas sud-africain s'éloignait plutôt que se conformait aux conditions et caractéristiques du paradigme. Au regard de la financiarisation récente de l'économie sud-africaine et de sa dépendance historique envers le complexe minéralo-énergétique (MEC), le Professeur Ben Fine a attiré l'attention sur les faibles niveaux d'investissement intérieur et les hauts niveaux de fuite de capitaux pour expliquer comment ces phénomènes ont empêché l'État de s'appuyer sur les ressources générées de l'intérieur pour atteindre des objectifs de développement.

Il a conclu en disant que « l'État développementaliste peut servir de tremplin à des réformes radicales et progressistes, mais que de la même manière, il peut s'avérer être un écueil pour les politiques progressistes, la question décisive étant de savoir qui définit l'État développementaliste et comment ».

Plus de 150 personnes ont assisté à la conférence. L'exposé complet (en anglais) est disponible sur le site Web d'Aporde (www.aporde.org.za) et sera publié dans la prochaine édition du journal *The African Communist*. Pour une lecture approfondie sur l'état développementaliste, consulter Ben Fine, Jyoti Saraswati and Daniela Tavasci (editors) *Beyond the Developmental State: Industrial Policy into the 21st Century*, London: Pluto Press, à paraître.



Le Prof. Ben Fine présentant son exposé devant une salle pleine (150 personnes). © IFAS

Mouvements de personnel à l'IFAS

Depuis août 2011, le nouveau secrétaire à la section recherche de l'IFAS est M. Dostin Lakika. Ancien assistant à l'African Centre for Migration and Society (Université du Witwatersrand) où il travaillait sur un projet d'aide aux migrants victimes de violence, il remplace Mme Marie-Eve Kayova qui est désormais assistante du Doyen de la Faculté de Droit de l'Unisa.

Par ailleurs, en septembre 2011, M. Denis Charles Courdent a été nommé nouvel Attaché Culturel et Directeur Adjoint de l'IFAS. Ancien Directeur de l'Alliance Française d'Addis-Abeba (Ethiopie), il a remplacé M. Laurent Clavel qui occupe désormais le poste de Commissaire Général des Saisons Croisées France-Afrique du Sud.

Enfin, la procédure de recrutement pour le poste de Directeur Scientifique de l'Institut Français d'Afrique du Sud a été lancée dans le cadre de la Campagne Transparence 2012 du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes pour une vacance au 1er septembre 2012. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 30 novembre 2011.

Consulter www.ifas.org.za/research pour plus d'information

Newsletter des Instituts Français de Recherche à l'Etranger (IFRE)

Le réseau des IFRE regroupe 27 centres de recherche français, répartis sur tous les continents, abordant toutes les sciences humaines et sociales, en contact avec les institutions de recherche locales et françaises.

Pour recevoir les informations du réseau, vous pouvez vous inscrire à la lettre d'information en contactant M. Nicolas de Lavergne : delavergne@msh-paris.fr

Visite archéologique à Sterkfontein

L'Alliance française de Johannesburg et l'IFAS-Recherche ont organisé une visite exceptionnelle des caves de Sterkfontein et de Cooper (cette dernière étant habituellement fermée au public) le 21 mai 2011. Les guides pour l'occasion étaient Christine Steiniger (paléoanthropologue et directrice de recherche des caves de Cooper), Aurore Val (chercheuse en archéologie à l'Université du Witwatersrand et de l'Université de Bordeaux), et Dominique Stafford (co-détenteur d'un permis de fouille pour les Caves de Sterkfontein).

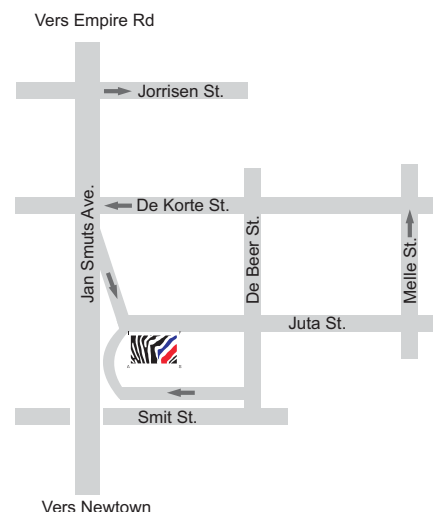


© IFAS

Une autre excursion archéologique a été organisée le **dimanche 27 novembre 2011** proposant des visites guidées de Bolt's Farm et des sites de Goldsmith et de Swartkrans.

Déménagement définitif de l'IFAS

Après un premier déménagement de Newtown à Braamfontein en décembre 2010 (voir Lesedi #12), l'Institut Français d'Afrique du Sud a déménagé dans ses bureaux permanents situés au 62 Juta Street à Braamfontein (1^{er} et 2^{ème} étages). Les nouveaux bureaux ont été inaugurés le 10 novembre 2011 par le ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Alain Juppé, lors de sa visite en Afrique du Sud, et le Maire de Johannesburg, M. Mpho Parks Tau.



Mémoire et Ville

Conférence internationale - Johannesburg, 13-16 septembre 2011

Du 13 au 16 septembre 2011, l'IFAS Recherche a organisé, avec le soutien du Fonds d'Alembert (Institut Français) et en partenariat avec les Universités de Johannesburg et du Witwatersrand ainsi que la coopération audiovisuelle (Pretoria), une conférence internationale sur les questions de « Mémoire et Ville ». Explorant la notion de patrimoine urbain en Afrique par la question des mémoires, l'évènement s'inscrivait également dans le cadre des célébrations du *Heritage Month* sud-africain (qui se déroulent au mois de septembre) en se penchant sur le cas particulier de l'Afrique du Sud où l'exercice de mémoire reste attaché depuis la transition démocratique à l'évocation des hauts lieux, souvent urbains, des luttes d'émancipation en laissant en revanche peu de place aux mémoires ordinaires et à leur rôle dans la construction des identités territoriales.

Réunissant plus de 20 chercheurs internationaux sélectionnés suite à un appel à contribution lancé en février 2011, la conférence a proposé deux journées très riches d'échanges académiques. Elle a également donné lieu en ouverture du colloque à une exposition des travaux du Yeoville Studio, à une projection en plein-air du film « Mon oncle » de Jacques Tati, ainsi qu'à des visites de terrain organisées en partenariat avec des associations de résidents dans des quartiers de Johannesburg présentant des enjeux de mémoire significatifs (quartiers de Yeoville, Sophiatown et Vilakazi Street à Soweto).

Quatre sessions ont été organisées, le premier jour à l'Université du Witwatersrand, le second à l'Université de Johannesburg (campus de Soweto).

- Une première session a exploré les implications d'une réflexion sur les mémoires urbaines prenant en compte le contexte post-colonial (cas de Kisumu - Kenya, Durban - Afrique du Sud, Harare - Zimbabwe, Port Louis - Maurice et le Caire - Egypte).
- Une seconde session a travaillé la question migratoire et son rapport à la constitution des mémoires de ville (cas de Paris, Johannesburg - Afrique du Sud, Kano - Nigéria et du Gujarat - Inde).
- Une troisième session s'est penchée sur le rapport complexe entre mémoire urbaine et politique (cas de Nanterre, Lalibela - Ethiopie, Johannesburg et Le Port - Réunion).
- Une quatrième session a conclu sur les pratiques de la mémoire en ville (cas du Cap - Afrique du Sud, Kampala - Uganda, Nairobi - Kenya et Benoni - Afrique du Sud).

Les sessions ont par ailleurs été accompagnées de trois interventions plénières, données par Philippe Gervais

Lambony (Professeur de Géographie, Université Paris-Ouest Nanterre La Défense, France) sur les mémoires du township de Comet (Boksburg, Gauteng), par Annie Fourcaut (Professeur d'Histoire contemporaine, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France) sur l'utilisation de la mémoire de l'annexion des faubourgs parisiens de 1860 dans les négociations du Grand Paris, et par Cynthia Kros (Professeur d'Histoire, Université de Wits, Afrique du Sud) qui a réalisé la synthèse des débats des deux journées à partir d'un point de vue sud-africain.



Intervention plénière de Philippe Gervais-Lambony (Université Paris-Ouest Nanterre La Défense) lors de la conférence internationale Mémoire et Ville.
© IFAS

Quel sens donner au patrimoine ?

Cet éditorial a été publié dans le supplément consacré à la journée du patrimoine du journal Mail and Guardian (23 Septembre 2011)

Le terme de « Patrimoine » recouvre une notion insaisissable qui porte en elle nombre de sens contradictoires. Si les Sud-africains fêtent le 24 septembre la journée du patrimoine, ce que ce jour férié est censé mettre en valeur reste flou. Durant le mois de septembre tout un éventail d'activités artistiques, culturelles, historiques ou destinées à forger le sentiment national est organisé, tirant parti de l'occasion de célébrer le « mois du patrimoine ». Néanmoins, il faut reconnaître que nos conceptions du patrimoine, son essence et sa finalité, restent inévitablement sélectifs ; le patrimoine est toujours mis au

nombre de gens, la ville est un lieu très puissant d'ancrage de la mémoire, de la nostalgie et du sentiment d'appartenance. Les villes ont leurs propres vies et leurs propres histoires, faites des mémoires et expériences de ceux qui y vivent ou y ont vécu, tout autant que de paysages architecturaux en transformation. La vie citadine et les villes jouent un rôle essentiel dans la construction du patrimoine.

En Afrique du Sud, lorsqu'il n'est pas compris dans sa dimension culturelle, le patrimoine renvoie le plus souvent de nos jours aux luttes anti-apartheid qui se sont historiquement déroulées dans des théâtres majoritairement urbains. Les quinze dernières années ont vu la croissance du marquage de lieux de mémoire relatifs à l'apartheid : à Johannesburg, le Musée de l'apartheid et le Musée Hector Pieterse ; à Port Elizabeth, le Musée Red Location ; et à Cape Town, le Musée District Six. Ces projets prolifèrent bien que l'ère des grandioses projets commémoratifs post apartheid menés par l'État soit aujourd'hui terminée.

Si le patrimoine est quelque chose qui est *créé* plutôt que *découvert*, alors il est logique de penser qu'un patrimoine change. Certains événements sont ainsi passés sous silence dans nos histoires officielles, de nouveaux héros sont révélés et des nouvelles histoires sont fabriquées quand les vieilles sont enterrées. Dans un contexte urbain, le patrimoine peut inclure des événements du passé, mais aussi et de manière moins tangible, des identités et des histoires de voisinage qui trouvent une résonance dans le présent. Ces identités, étant souvent « ordinaires », ne sont pas considérées d'importance nationale. Devrions-nous envisager les expériences d'un jeune artiste zimbabwéen qui vit dans une chambre d'église à Yeoville comme faisant partie du *patrimoine urbain* ? Qu'en est-il également de l'histoire d'une famille Afrikaner qui a emménagé en 1965 dans une maison de trois chambres flambant neuve du quartier de Triomf/Sophiatown ? Il nous faut élargir notre cadre de pensée pour incorporer le vécu et la mémoire des gens de manière plus explicite, dans la façon dont nous envisageons le patrimoine de nos villes, et non simplement le patrimoine dans nos villes.

La conférence sur la « Mémoire et la Ville » a été co-organisée par l'Institut Français d'Afrique du Sud et les Universités du Witwatersrand et de Johannesburg, avec le soutien du Fonds d'Alembert (Institut français), le Yeoville Studio et le Sophiatown Project.

Comité d'organisation de la conférence :

Sophie Didier, IFAS

Natasha Erlank et Karie Morgan, Université de Johannesburg
Naomi Roux et Mfaniseni Sihlongonyane, Université du Witwatersrand



Pauline Guinard (doctorante, Université Paris-Ouest Nanterre La Défense) guide une visite de Vilakazi Street à Soweto, un lieu fortement patrimonialisé par les autorités sud-africaines, lors de la conférence internationale Mémoire et Ville (13 – 16 septembre 2011). © IFAS

service d'une fin dans le présent, qu'il s'agisse de tourisme, de cohésion sociale voir de démagogie politique.

Que devrions-nous alors inclure et exclure de la notion fourre-tout de « patrimoine » ? Celle-ci renvoie à de nombreuses choses : à des objets, des pratiques, des mémoires collectives d'événements passés ainsi qu'à l'histoire nationale. Souvent, l'idée d'un patrimoine africain (une généralisation à l'emporte-pièce) est fermement rattachée aux identités rurales ou aux 'paysages culturels', du Grand Zimbabwe par exemple. Mais les histoires et les mémoires *urbaines* restent un point aveugle de notre réflexion sur le patrimoine africain, ce qui est surprenant au regard de l'urbanisation rapide et sans précédent que connaît le continent. L'urbanisation et la migration sont pourtant des composantes centrales des identités et histoires nationales – et ceci est particulièrement vrai pour l'Afrique du Sud. Pour

A propos de nous...

L'Institut Français d'Afrique du Sud, créé en 1995 à Johannesburg, dépend du Ministère des Affaires Étrangères. Sa mission est d'assurer la présence culturelle française en Afrique du Sud, et de stimuler et soutenir les travaux universitaires et scientifiques français sur l'Afrique du Sud et l'Afrique australe

L'IFAS-Recherche (UMIFRE 25) est une Unité mixte de recherche CNRS-MAEE, et fait partie de l'USR 3336 « Afrique au sud du Sahara ». Sous l'autorité de son conseil scientifique, l'IFAS-Recherche participe à l'élaboration et la direction de programmes de recherche dans les différentes disciplines des sciences sociales et humaines, en partenariat avec des institutions universitaires ou d'autres organismes de recherche.

L'Institut offre une plate-forme logistique aux étudiants, stagiaires et chercheurs de passage, aide à la publication des résultats de recherche et organise des colloques et conférences.

Directrice Scientifique

Sophie Didier

Chercheurs

Michel Lafon – Linguiste

Personnel administratif

Laurent Chauvet – Traducteur

Werner Prinsloo – Webmestre

Christian Kabongo – Administrateur APORDE

Thibault Hatton – Chargé de projet Recherche / Communication

Dostin Lakika – Secrétaire à la Recherche

Contact

IFAS - Recherche

62 Juta Street, Braamfontein
PO Box 542, Newtown, 2113, Johannesburg

Tel.: +27 (0)11 403 0458 | Fax.: +27 (0)11 403 0465 | Courriel : research@ifas.org.za

Pour recevoir des informations de l'IFAS Recherche, veuillez nous envoyer un courriel avec '**subscribe research**' comme objet.

www.ifas.org.za/research
www.facebook.com/IFASResearch

Lesedi: terme sesotho qui signifie « connaissance »

Les opinions et points de vues exprimés ici relèvent de la seule responsabilité de leurs auteurs.